

Boulogne, le 12 mars 2012

ARCEP
Monsieur Laurent TOUSTOU
7, square Max Hymans
75730 PARIS CEDEX 15
e-mail : m18@arcep.fr

Monsieur,

Je vous communique par ce courrier la réponse de la société SMR6 à la consultation publique sur l'analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre publiée par l'ARCEP.

Comme vous le savez, la société SMR6 gère le multiplexe R6 pour le compte de ses membres TF1, NRJ12, ARTE, TMC, TF6, LCI et Eurosport.

Ces sociétés appartiennent à des groupes audiovisuels distincts et il leur appartient de répondre en détail à votre questionnaire.

Néanmoins, en tant que société en charge de la négociation des contrats de diffusion pour ses membres, il nous apparaît essentiel de vous faire part ci-dessous de notre analyse, qui a été approuvée par chacun des membres de SMR6.

- La régulation de ce marché est absolument nécessaire pour la période des 3 ans à venir du fait de la position dominante de la société TDF et des possibilités de distorsion de la concurrence par globalisation des coûts et des tarifs.
- La situation de la TNT en France en fait un réseau essentiel pour la diffusion TV, non seulement pour les 3 ans à venir mais bien au-delà, car l'offre TNT se renforce (6 chaînes supplémentaires prochainement, évolution vers la HD), elle dessert tous les postes secondaires du foyer, et elle sert d'offre de base à tous les réseaux des opérateurs câble, satellite, ADSL et fibre.
- La quasi totalité des sites du réseau principal est non répliquable de façon évidente. La construction de pylônes concurrents se heurte aux contraintes écologiques, techniques et administratives.

- Les tarifs d'hébergement sur les sites non répliquables doivent être imposés et suivre une juste évaluation des coûts, ce qui n'est pas le cas à ce jour, ces sites donnant lieu à très peu de frais récurrents et étant amortis sur de très longues années. Il conviendrait en outre (i) de prendre en compte l'arrivée de deux multiplexes supplémentaires pour baisser significativement les tarifs, et (ii) d'obliger TDF à publier des tarifs annuels en ligne avec les tarifs de 5 ans, ainsi que des tarifs long terme.
- Le principe d'hébergement doit être appliqué à l'ensemble des sites existants de TDF.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier, je vous prie de recevoir l'expression de mes sentiments distingués,



Gilles Maugars
Président

Copie : Gérald Brice Viret, NRJ 12, Vice Président